

**Union européenne - Brexit -
Elections européennes -
Consultations citoyennes - Entretien
de Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes,
avec l'hebdomadaire "Le Nouvel
Observateur"**

(Paris, 07 octobre 2018)

Q - Lors du dernier Conseil des ministres, vous avez présenté un projet de loi pour se préparer au Brexit, prévu le 29 mars 2019. De quoi s'agit-il ?

R - Nous en sommes convaincus : un bon accord de retrait est encore possible. Plus de 80% de cet accord est agréé entre Michel Barnier, le négociateur des 27, et ses homologues britanniques. Il reste avant tout à régler la question de la frontière irlandaise [Londres et Bruxelles ne parviennent pas à s'accorder sur la future relation douanière entre les deux Irlande, NDLR].

Néanmoins, le temps presse. Nous devons parvenir à un accord dans les prochaines semaines, afin qu'il puisse ensuite être ratifié par le parlement européen comme par le parlement britannique. La France doit donc anticiper tous les scénarios pour être prête. Sans accord et si nous ne faisons rien, plusieurs problèmes se poseraient. Un conducteur britannique de l'Eurostar par exemple ne pourrait plus rouler en France. Un Français vivant au Royaume-Uni et souhaitant prendre sa retraite en France ne pourrait plus faire valoir sa période d'activité outre-manche.

Ce texte présenté mercredi dernier en Conseil des ministres est un projet de loi de précaution. Il vise à nous donner les outils nécessaires pour faire en sorte qu'en cas d'absence d'accord, ces situations ne se présentent pas. Nous nous préparons donc bien à toutes les hypothèses. Je le défendrai au Parlement d'ici à la fin de l'année.

Q - Au Royaume-Uni, une partie du parti travailliste de Jeremy Corbyn souhaite un nouveau référendum sur le Brexit. Est-ce, pour vous, un scénario possible ?

R - Ce n'est pas à moi de le dire, c'est au peuple britannique. Une chose est sûre : l'Union européenne n'a pas choisi le départ du Royaume-Uni. Je regrette le Brexit mais je respecte ce choix démocratique. Nous travaillons désormais à faire en sorte que cette décision se passe de la manière la plus ordonnée possible.

Q - Que vous inspire la stratégie adoptée par Emmanuel Macron en vue des européennes de mai 2019 consistant à opposer "nationalistes" et "progressistes" ?

R - Il ne s'agit pas d'une "stratégie". Le Président nomme une réalité que beaucoup n'ont pas voulu voir pendant des années. Viktor Orban dirige la Hongrie depuis huit ans et cela fait longtemps qu'il tient un discours nationaliste et démagogue. Il existe des risques réels de violation de l'état de droit en Hongrie : réduction inquiétante du pluralisme de la presse, menaces sur l'indépendance de la justice, etc. Cette réalité, nous acceptons de la voir et de la nommer. Nous avons un combat historique à mener.

Q - Pour Laurent Wauquiez, président de Les Républicains, Viktor Orban a "toute sa place" au sein du PPE. En tant qu'ex-juppéiste, comment vivez-vous ce rapprochement ?

R - Je ne me réjouis pas du choix de certains LR qui préfèrent coller à l'extrême droite européenne. Il faut quand même se rendre compte que Sebastian Kurz, le chancelier autrichien qui gouverne pourtant avec l'extrême droite dans son pays, se désolidarise de Viktor Orban, quand Laurent Wauquiez choisit de le dédouaner !

Q - Comment éviter que les élections européennes ne se transforment en référendum pour ou contre Emmanuel Macron ?

R - C'est, évidemment, ce que Jean-Luc Mélenchon appelle de ses vœux. Or, il est complètement à côté du sujet ! Sans doute ne mesure-t-il pas l'ampleur des enjeux. Ils sont majeurs et dépassent largement la question "pour ou contre Emmanuel Macron". Steve Bannon, qui après avoir été un des artisans de la victoire de Donald Trump, souhaite fédérer les nationalistes à travers l'Europe, Nigel Farage, artisan du Brexit ... Certains veulent aujourd'hui abattre l'UE. Ils le disent clairement et il faut les entendre. Nous devons refonder le projet européen et nous interroger : que veut-on faire de l'avenir de la construction européenne ?

Q - En arrivant en tête du scrutin, le Front national est sorti grand vainqueur des européennes en 2014. Mi-septembre, un sondage Odoxa donnait LREM et le parti de Marine Le Pen au coude-à-coude.

R - Le FN est depuis quatre ans le premier parti politique français représenté au Parlement européen. Cette situation affaiblit considérablement l'image et les intérêts de la France en Europe. Le constat est accablant : les députés frontistes sont peu présents dans les débats et sont discrédités par les soupçons d'emplois fictifs et de détournement de fonds européens. Nous devons aujourd'hui regagner du terrain. Nous devons nous battre pour que la voix française la plus audible au Parlement européen ne soit pas celle d'un parti d'extrême droite qui se désintéresse des débats de fond. Quant à ce sondage, il justifie mon engagement, ma motivation et ma combativité. Cette élection est primordiale. Le Parlement européen légifère aujourd'hui sur des enjeux majeurs : lutte contre le terrorisme, protection des données dans le monde numérique, lutte contre le réchauffement climatique, etc.

Q - En septembre 2017, à la Sorbonne, Emmanuel Macron appelait à une refondation de l'Europe. Cette ambition semble aujourd'hui stoppée ?

R - En un an, nous avons obtenu de très nettes avancées. 22 propositions sur les 49 formulées par le chef de l'Etat sont finalisées ou devraient aboutir dans les prochains mois. C'est colossal ! Nous sommes heureux de constater que les universités européennes voient le jour, que l'Europe de la Défense commence à se construire. Sur ce dernier sujet, nous avons fait plus de progrès en 6 mois qu'en 60 ans ! Bien sûr, il reste encore beaucoup à faire. Nous n'avons pas encore assez avancé sur la réforme de la zone euro. Pour y parvenir, il faut que l'ensemble des pays concernés - et pas seulement le couple franco-allemand - prennent conscience que la crise de 2008 a laissé des traces profondes dans certains pays : Portugal, Italie, Grèce. Une réforme ambitieuse est nécessaire. Car même si on n'en connaît ni le jour, ni le lieu, chacun sait aujourd'hui qu'il y aura une nouvelle crise.

Q - Que retenir-vous de la cinquantaine de consultations citoyennes, initiative française déployée partout en Europe, auxquelles vous avez assisté ?

R - L'envie de débattre sur l'Europe. À la fin du mois d'octobre, plus de 1000 consultations citoyennes à travers la France auront été organisées ! Sur le fond, je retiens deux éléments majeurs. En France, il y a une forte demande d'Europe sociale. Nos concitoyens sont globalement satisfaits de l'accord que le président a obtenu sur le sujet des travailleurs détachés [la directive révisée entrera en vigueur en 2020, NDLR]. Mais aujourd'hui, ils veulent davantage. Une autre préoccupation s'impose partout sur le continent : la sécurité. Il y a une véritable attente quant à la mise en oeuvre d'une force armée européenne, alors que les menaces extérieures se multiplient. Quant aux migrations, nous avons constaté que le sujet est surtout abordé de manière polémique par des militants d'extrême droite ou de la France Insoumise. C'est un défi majeur mais il doit être abordé de manière apaisée et efficace, sans instrumentalisation./.